

CE QUI CHANGE

Le décret d'application de la loi sur les stages est paru au Journal officiel.

Principaux changements pour les stagiaires à compter du 1^{er} décembre :

- Les indemnités de stage passent à 479,55 euros par mois.
- Un stagiaire ne pourra rester plus de 6 mois au sein d'une même entreprise.
- Les stagiaires bénéficient dorénavant des protections et droits sur le harcèlement moral et sexuel en entreprise.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

6%

C'est la proportion des établissements de 20 salariés ou plus qui n'ont accordé ni augmentations ni primes à leurs salariés en 2010, selon une étude de la Dares. Ce taux est deux fois plus important qu'en 2004 et a concerné davantage les entreprises de petite taille ou celles dont les salaires moyens étaient les plus bas.

**SUR LE SITE
FORCÉ-
OUVRIERE.FR**

LE PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE est revalorisé chaque année par les pouvoirs publics. Son montant mensuel actuel est de **3129€**.

Tous les autres chiffres utiles sont consultables sur le site.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

NOVEMBRE 2014 - 0,2%
VIARIATION SUR UN AN +0,3%

En novembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,2 % après une stabilité le mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il diminue de 0,1 %. Sur un an, l'IPC augmente de 0,3 %, en repli par rapport à octobre (+0,5 %). Hors tabac, l'IPC croît également de 0,3% sur un an.
Prochaine parution le 14 janvier 2015 à 08h45 - décembre 2014.

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

3e trimestre 2014, l'indice de référence des loyers atteint 125,24 – évolution sur un an : + 0,47%
L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG : 7,5% depuis le 1er janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1er janvier 2012.

CRDS(1) : 0,5% depuis le 1er février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1er janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie :	0,75%
Assurance-vieillesse:	6,80%
Assurance-vieillesse dé plafonnée :	0,25%

ASSURANCE-CHÔMAGE

- Cotisation UNEDIC tranches A et B :	2,40%
APEC (2) :	0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

- ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranche A : 3,05%
Non-cadres tranche B : 8,05%
- AGIRC
Cadres tranche B: 7,75%
Cadres tranches C: variable
- Cotisation AGFF
Tranche 1 (3) : 0,80%
Tranches 2 et B (4) : 0,90%

- (1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
- (2) Association pour l'emploi des cadres.
- (3) Tranche 1 : dans la limite du plafond de la Sécurité.
- (4) Tranches 2 et B : entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécurité.

Retraite complémentaire Agirc et Arrco

Valeurs des points et salaires de référence au 1er avril 2014

Agirc à 0,4352 euro

Salaires de référence: 5,3075 euros

Arrco à 1,2513 euro

Salaires de référence: 15,2589 euros

LE SMIC

Depuis le 1er janvier 2014 : 9,53 euros l'heure, soit 1 445,38 euros brut par mois pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement dans la fonction publique depuis le 1er janvier 2013 : 1 430,76 euros brut.

PLAFOND MENSUEL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Du 1er janvier au 31 décembre 2014 : 3 129 euros.

ASSURANCE-VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)

(anciennement « minimum vieillesse »).

Au 1er avril 2014 : 791,99 euros par mois pour une personne seule et 1 229,61 par mois pour un couple.

Minimum contributif majoré : 8 247,85 euros par an pour une personne seule (soit **687,32 euros** par mois).

HONORAIRES MÉDICAUX

(Médecine conventionnée (tarifs secteur 1))

Au cabinet du médecin omnipraticien : 23 euros

Au cabinet du médecin spécialiste : 25 euros

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants : 128,57 euros

3 enfants : 293,30 euros

Par enfant en plus : 164,73 euros

Majoration pour âge des allocations :

36,16 euros de 11 à 16 ans

et 64,29 euros après 16 ans.

Pour vos enfants nés après le 30 avril 1997 vous ne recevrez pas ces deux majorations ; vous recevrez une majoration de 64,29 euros à partir du mois suivant leur 14e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à 28,38 euros par jour au minimum, mais ne peut dépasser 75% du salaire journalier de référence (salaire des douze mois qui ont précédé la rupture du contrat de travail).
Vous trouverez tous les détails des « Allocations chômage ».

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1 - La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rupture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.

2 - La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3 - Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple : un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisation. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple : un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois d'indemnisation ; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond.

Ces règles s'appliquent à compter du 1er juillet 2014 pour les procédures de licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit.

Une comparaison est effectuée entre :

- 40,4% de l'ancien salaire brut plus une partie fixe de 11,72 euros par jour ;

- 57% de cet ancien salaire brut ;

- l'allocation minimale de 28,58 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.